



Création des postes nécessaires à l'UPPA Pour le service public et les conditions de travail

Depuis plusieurs semaines avec les syndicats CGT, FO et FSU, les personnels sont mobilisés pour les créations de postes nécessaires au bon fonctionnement des services et composantes, conditions indispensables pour stopper la dégradation des conditions de travail et enfin peut être voir leur amélioration.

Ces actions ont été déclenchées après l'annonce par le président de ne pas remplacer les départs en retraite ou en mutation.

Malgré les déclarations, dans les faits le président ne répond pas aux justes revendications posées par les personnels et portées très souvent par les hiérarchies des services, laboratoires et composantes.

Jugez par vous même :

- Le président dit que tous les emplois sont ouverts dans la campagne d'emplois 2017-2018. NON ! Seuls les 17 postes pour les titularisations Sauvadet sont ouverts + 1 remplacement de départ à la retraite + 1 création de poste. Les composantes et services ont fait remonter, pour 2017, 51 demandes d'emplois d'enseignants et enseignants-chercheurs et 32 demandes d'emplois de personnels BIATSS.
- Le président dit que les composantes et les services ont été dotés des moyens nécessaires. NON ! Les départs prévus cette année n'ont donné lieu à aucun moyen de substitution en poste. Et si des moyens financiers ont été alloués, cela ne permet pas le remplacement des départs.
- Le président dit que c'est aux responsables des composantes et des services de répondre aux revendications des personnels car ce sont eux qui disposent des moyens. NON ! C'est une tentative de division, mais les directions n'ont pas plus d'explications que nous à leurs demandes, et pas de moyens pour y répondre. Le président fait la même chose que le ministère avec lui, il alloue une enveloppe à chaque composante et services et c'est à ces derniers de se sabrer eux-mêmes pour entrer dans ce budget d'austérité, donc insuffisant !
- Le président dit que s'il y a moins de moyens, il faut réduire la voilure mais nous refusons de diminuer le service public que nous assurons. Nous demandons les moyens d'assurer dans de bonnes conditions l'ensemble de nos missions.

Pourtant dans cette période, le président communique beaucoup sur le label I-Site obtenu par l'UPPA et à lire la presse, nous pourrions croire que tout va bien. Tout le monde voudrait croire que cela représentera une bouffée d'oxygène. Mais le président a prévenu qu'il n'y aura pas de créations de postes avec I-Site, mais des réorganisations permettant de dégager des moyens alors que la presse indique que les 40% des formations non concernées par l'I-Site devront se rapprocher de Toulouse et Bordeaux ?

Dans cette situation, les personnels ont beaucoup de mal à s'y retrouver. D'autant plus que la nouvelle attitude du président vis-à-vis des personnels mobilisés ne contribue pas à apaiser les choses.

Lors de la forte mobilisation du 9 février avec 80 personnels à l'ouverture du CA, le président disait avoir toujours sa porte ouverte pour recevoir les personnels. Elle ne s'est pourtant qu'entrouverte le 10 mars quand il n'a accepté de recevoir que les représentants du personnel.

Tôt ou tard, le président devra bien s'expliquer et répondre aux légitimes revendications des personnels qui ne demandent aujourd'hui qu'une chose simple : avoir les moyens d'accomplir leur mission de service public de qualité avec les effectifs nécessaires et travailler dans de bonnes conditions.

Les syndicats CGT et FO demandent au président des réponses claires et précises aux demandes des personnels.

Notre seule force c'est notre action pour obtenir satisfaction

Restons mobilisés pour nos revendications :

- **Tous les départs en retraite ou mutation doivent être remplacés par des titulaires dans toutes les catégories.**
- **Toutes les demandes de postes doivent être honorées. Le président doit s'adresser au ministère et demander la création des postes statutaires nécessaires.**
- **Maintien de toutes les formations, de l'ensemble des services et des postes actuels.**

Pau, le 16 mars 2017